



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/16413
13 mars 1984
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

LETTRE DATEE DU 13 MARS 1984, ADRESSEE AU PRESIDENT DU
CONSEIL DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DU
NICARAGUA AUPRES DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de transmettre à Votre Excellence, en annexe à la présente lettre, le message adressé le 13 mars par le Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale de la République du Nicaragua, au peuple nicaraguayen et au monde entier.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte du message figurant en annexe ~~comme~~ document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent du Nicaragua
auprès de l'Organisation des
Nations Unies,

(Signé) Javier CHAMORRO MORA

Annexe

Message adressé par le Conseil du Gouvernement de
reconstruction nationale au peuple nicaraguayen
et au monde entier le 13 mars 1984

Dès le moment où l'actuel Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique a pris le pouvoir en janvier 1981, le Nicaragua a été victime des menées agressives de plus en plus intensives de ce gouvernement dans les domaines politique, économique et militaire.

Dans le domaine politique, nul n'ignore les campagnes de diffamation menées contre les efforts du peuple de Sandino, le sabotage de toutes les initiatives et démarches internationales visant à trouver une solution pacifique aux problèmes de l'Amérique centrale, l'ingérence dans les affaires intérieures nicaraguayennes et les pressions sur des gouvernements amis du Nicaragua qui apportent leur coopération et leur appui à la reconstruction matérielle et morale de la société nicaraguayenne.

Tous ces actes du Gouvernement des Etats-Unis visaient à essayer de mettre fin à l'appui offert par la communauté internationale, conformément au droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple nicaraguayen qui est résolu à voir progresser le projet révolutionnaire de société nouvelle fondée sur le pluralisme politique, l'économie mixte et le non-alignement.

Nul n'ignore non plus, sur le plan économique, les agissements de l'actuel Gouvernement des Etats-Unis qui se sont traduits par le boycottage des moyens de financement, le blocage et même le veto opposé dans les organismes internationaux de coopération, les violations flagrantes des accords économiques internationaux, le sabotage commercial; tous ces faits sont bien connus de la communauté internationale et ont été accompagnés de multiples actes d'agression militaire contre notre économie qui se sont traduits par des pertes s'élevant, en 1983 seulement, à plus de 30 p 100 (TRENTE POUR CENT) de la valeur totale de nos exportations durant cette année, de sorte que l'économie nationale du Nicaragua est maintenant en crise.

Mais surtout, nul n'ignore les agissements procédant de la politique belliciste du Gouvernement des Etats-Unis dans la région, politique qui s'est traduite par la quasi occupation du Honduras converti en une immense base militaire américaine déjà aménagée pour lancer des opérations de grande envergure, avec du personnel et du matériel militaires américains, contre le Salvador et contre le Nicaragua.

Cette occupation militaire du Honduras est constamment allée de pair avec l'organisation, l'entraînement, le financement et l'équipement de bandes de contre-révolutionnaires par le Gouvernement des Etats-Unis agissant par l'intermédiaire de la Central Intelligence Agency qui a installé ses bases d'opération et ses camps de contre-révolutionnaires sur le territoire du Honduras, avec la complicité de certains groupes de l'état-major militaire du Honduras et avec la complaisance du gouvernement actuel de ce pays et qui a également installé

des camps et des bases d'opération sur le territoire du Costa Rica, d'où des attaques terroristes sont lancées contre le peuple nicaraguayen, le Gouvernement des Etats-Unis portant ainsi atteinte de manière flagrante à la politique de neutralité proclamée par le gouvernement de ce pays frère.

Devant cette situation, le Nicaragua s'est dressé à maintes reprises à la communauté internationale, aux Nations Unies, au Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, au Mouvement des pays non alignés, aux gouvernements qui constituent le groupe de Contadora, à l'Organisation des Etats américains, aux gouvernements amis et aux organisations politiques internationales, pour dénoncer ces violations graves et inadmissibles du droit international et de la Charte des Nations Unies; il tient à rappeler à ce propos que les Etats-Unis sont non seulement un Etat signataire de ladite Charte mais sont également un des membres permanents du Conseil de sécurité qui est le principal organe chargé de garantir la paix et la sécurité dans le monde.

Le Nicaragua a aussi accueilli favorablement toutes les initiatives de pays tiers qui recherchent une solution politique aux problèmes de la région et les a encouragées. Nous avons également recherché et favorisé les contacts bilatéraux et multilatéraux pour arriver à une solution juste, respectable et conforme au droit, mais dans tous les cas nous nous sommes heurtés au boycottage et à l'entêtement du Gouvernement des Etats-Unis qui pousse à un affrontement militaire en Amérique centrale en tant que phase intermédiaire d'une intervention directe et sur une grande échelle, provoquant ainsi une situation qu'il ne saura ensuite ni comment contrôler ni comment faire cesser.

Le 6 mars passé, le village frontière de Santo Tomas del Nance a été attaqué au mortier à partir du territoire hondurien. Les auteurs de l'attaque sont connus, ce sont le Gouvernement des Etats-Unis et ses instruments, l'armée du Honduras et les anciens gardes somozistes. La victime de ce crime du Gouvernement des Etats-Unis a été cette fois une petite fille âgée d'un an, Etelvina Cárdenas Rivera.

Au moment où le Nicaragua va entamer le premier processus électoral libre de son histoire, dont le point culminant sera l'élection d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir législatif en novembre 1984, le Gouvernement des Etats-Unis a demandé au Congrès l'ouverture d'un crédit de 21 millions de dollars pour poursuivre l'intensification terroriste d'activités secrètes et pour continuer ainsi à assassiner des petites filles comme Etelvina Cárdenas Rivera.

Le Gouvernement des Etats-Unis a demandé ce crédit lorsque, récemment, il a lancé une nouvelle série d'actes d'agression armée contre des objectifs économiques et militaires au Nicaragua qui n'ont pas manqué de faire des victimes dans la population nicaraguayenne.

Ce n'est un secret pour personne que les attaques aériennes et maritimes lancées contre des bateaux de pêche, des vedettes de surveillance, des installations portuaires, de même que la pose de charges d'explosifs à l'entrée des ports de El Pluff et de Corinto ont eu lieu sous les ordres et avec l'assentiment des unités de la Central Intelligence Agency basées sur le territoire du Honduras et du Costa Rica ainsi qu'avec l'appui d'unités de l'armée des Etats-Unis basées au Honduras et dans la zone dite du Canal au Panama.

Tous ces actes de terrorisme prouvent, par leur planification et leur exécution, une progression dangereuse dans l'emploi de matériel militaire en Amérique centrale et surtout dans la mise en place de mesures visant à établir un blocus commercial contre le Nicaragua, au mépris des règles de la navigation internationale et du droit international.

On constate en même temps une recrudescence et une intensification de ces attaques lorsque le Gouvernement des Etats-Unis transporte des milliers de soldats en territoire hondurien et déplace ses navires de guerre au large des côtes de l'Amérique centrale dans un déploiement menaçant de force, cinq mois seulement après l'intervention à la Grenade de ces mêmes forces militaires qui sont aujourd'hui déployées en Amérique centrale.

Le Nicaragua proteste contre le fait qu'une fois de plus, le Gouvernement des Etats-Unis envisage la possibilité d'une intervention militaire en Amérique centrale, et en menace le peuple du Salvador et celui du Nicaragua. Il ne pouvait invoquer de prétexte plus maladroit que celui de vouloir prétendument garantir, par des moyens militaires, les élections qui doivent avoir lieu au Salvador.

Tant que cette situation persistera, tant que le Gouvernement américain ne prendra pas de mesures propres à favoriser la détente et à faciliter le dialogue et un règlement politique et pacifique de la crise que traverse la région, nous ne pouvons ni ne devons nourrir l'espoir mensonger d'une solution politique et le peuple nicaraguayen doit continuer à se préparer à renforcer ses moyens pour pouvoir tenir tête aux desseins d'agression et d'intervention des impérialistes et mettre ceux-ci en déroute.

Le Gouvernement nicaraguayen, défendant le droit de préserver la souveraineté nationale et l'intégrité territoriale, lance un appel aux gouvernements du monde entier pour qu'ils fournissent au peuple nicaraguayen les moyens techniques et militaires qui lui sont nécessaires pour se défendre contre le terrorisme d'Etat déchaîné par le Gouvernement des Etats-Unis contre le peuple et le Gouvernement nicaraguayens.

Quoi qu'il en soit, nous continuerons à n'épargner aucun effort pour donner à la Révolution une assise permanente et pour affermir la démocratie. Mais que nos agresseurs sachent que rien ne peut ébranler notre aspiration à la paix, non plus que la volonté qui nous anime de défendre notre souveraineté, notre patrie et notre Révolution.

Il faut le dire : le danger d'intervention militaire des Etats-Unis est réel et nuit gravement aux efforts de paix et aux progrès réalisés dans le cadre du Groupe de Contadora.

L'attitude des Etats-Unis favorise les tendances belliqueuses de ceux qui n'ont jamais accepté qu'une solution politique soit apportée aux problèmes de la région et encourage ceux qui, depuis le Honduras, recherchent et souhaitent la guerre contre le Nicaragua.

Nous sommes conscients du fait qu'en ce moment, les espoirs mis dans la négociation et les efforts de paix sont en train de se dissiper.

Face à cette grave situation, le Gouvernement nicaraguayen lance un appel aux gouvernements de tous les pays du monde, à l'Organisation des Nations Unies, au Mouvement des pays non alignés, au Groupe de Contadora, au peuple des Etats-Unis, pour qu'ils exigent du Gouvernement des Etats-Unis :

- 1) Le retrait immédiat de la région de ses forces et de son matériel militaires;
- 2) La suspension immédiate des agressions dirigées contre le Nicaragua;
- 3) La recherche immédiate de solutions politiques raisonnables à la crise que traverse El Salvador;
- 4) La recherche sérieuse de solutions aux problèmes qui se posent avec le Nicaragua.
